



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.2/46/L.101
9 décembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de résolution présenté par le Vice-Président
de la Commission, M. Bozorgmehr Ziaran (République
islamique d'Iran), sur la base de consultations
officieuses tenues au sujet du projet de résolution
A/C.2/46/L.34

Rapport du Comité de la planification du développement : critères
d'identification des pays les moins avancés

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/206 du 21 décembre 1990 relative à la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés,

Rappelant également la recommandation de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés au sujet des critères d'identification des pays en développement les moins avancés 1/,

Prenant acte du paragraphe b) de la décision 1991/275 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1991, relative au rapport du Comité de la planification du développement sur sa vingt-septième session 2/,

Consciente que la décision d'inclure un pays dans le groupe des pays les moins avancés doit être prise avec le consentement formel de celui-ci,

1/ Voir A/CONF.147/18.

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, 1991, Supplément No 11 (E/1991/32), chap. V.

1. Prend acte en les appréciant des critères d'identification des pays en développement les moins avancés et des règles recommandées par le Comité de la planification du développement pour leur sortie de cette catégorie, et prie le Comité d'envisager d'éventuelles améliorations à apporter à ces critères et à leur application, ainsi que de lui faire rapport à ce sujet à sa cinquante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

2. Prie le Comité de la planification du développement de procéder tous les trois ans à un examen global de la liste des pays à faible revenu afin d'identifier ceux d'entre eux qui réunissent les conditions pour entrer dans la catégorie des pays les moins avancés ou pour en sortir, et de lui présenter cet examen par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

3. Décide de donner suite aux recommandations du Comité de la planification du développement concernant l'inclusion d'un pays dans la liste des pays les moins avancés si le pays intéressé a signifié son assentiment;

4. Souligne qu'il faut ménager aux pays sortant de la catégorie des pays les moins avancés une transition sans heurts afin de ne pas désorganiser leurs plans, programmes et projets de développement et invite les gouvernements, organisations internationales et autres parties intéressées à prendre les mesures voulues pour que cette transition se fasse sans heurts;

5. Décide, dans ce contexte, que la sortie d'un pays de la catégorie des pays les moins avancés sera opérée à la fin d'une période de transition de trois ans à compter de la date à laquelle l'Assemblée générale aura pris note de la conclusion du Comité de la planification du développement tendant à faire sortir ce pays de cette catégorie;

6. Approuve les recommandations du Comité de la planification du développement relatives à l'inclusion du Cambodge, des Iles Salomon, du Zaïre et de la Zambie dans la liste des pays les moins avancés 3/;

7. Prend note de la conclusion du Comité de la planification du développement tendant à faire sortir le Botswana de la liste des pays les moins avancés et décide que cette sortie sera effective à l'expiration d'une période de transition de trois ans, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la présente résolution;

8. Prie le Secrétaire général de la CNUCED de présenter à la huitième session de la Conférence un rapport indiquant les incidences qu'aura l'application des nouveaux critères d'identification des pays les moins avancés sur l'exécution du Programme d'action pour les années 90 en faveur de ces pays, notamment en ce qui concerne les ressources;

9. Prie le Secrétaire général de la CNUCED, à la suite de ce rapport, de lui présenter à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur le même sujet.
